Rapport de la sixième réunion du
Groupe Régional de Coordination sur l'ODD4-Education 2030 en Afrique de l'Ouest et du Centre (GRC4-AOC)

Rapporté par le Secrétariat (UNESCO-Dakar)

Lieu : UNICEF WCARO, Dakar
Date : 06 juillet 2017
Durée : 9h00 – 16h00

Contexte

Le Groupe Régional de Coordination sur l'ODD4-Education 2030 en Afrique de l'Ouest et du Centre (GRC4-AOC) a été créé le 19 mai 2016, réunissant les représentations régionales d'agences des NU et d'autres organisations multilatérales et de la société civile actives pour le développement de l'éducation dans les pays d'Afrique de l'Ouest et du Centre pour appuyer la mise en œuvre national de l'ODD4-Éducation 2030.

Cette réunion est la sixième du groupe plénier, tandis que l'équipe de pilotage s'est réunie à trois reprises pour discuter des orientations stratégiques du groupe. Entretemps, plusieurs équipes de travail ont été mises en place et sont opérationnelles, et des échanges ont été menés au sujet du développement et de la gestion de la nouvelle plateforme internet.

Objectifs de la réunion

La réunion visait à : (a) discuter des objectifs, de la portée et de la gouvernance du GRC4, (b) passer en revue les activités du groupe plénier et des équipes de travail opérationnelles menées depuis la dernière réunion du groupe plénier (6 avril 2017), (c) échanger autour des équipes nouvellement établies et (d) prendre une décision concernant l'éventuelle extension du GRC4-AOC à l'Afrique de l'Est et australe.

Participants[1]

Etaient présents lors de la réunion des représentants régionaux d'organismes des Nations Unies, d'organisations multilatérales et de la société civile : la Banque africaine de développement (BAD), le Conseil africain et malgache pour l'enseignement supérieur (CAMES), le Conseil pour le développement de la recherche en sciences sociales en Afrique (CODESRIA), la Conférence des ministres de l'éducation des États et gouvernements de la Francophonie (CONFEMEN), le Forum des éducatrices africaines (FAWE), l'Institut de la Francophonie pour l'éducation et la formation (IFEF), l'Internationale de l'éducation, le Réseau pour l'excellence de l'enseignement supérieur en Afrique de l'Ouest (REESAO), UNESCO-Dakar et UNICEF WCARO. Le Partenariat mondial pour l'éducation a participé à distance au début des échanges sur l'extension du groupe[2].

[1] Liste des participants en annexe 1
[2] Des problèmes de connexion ont empêché le PME de participer à l'ensemble de ces discussions

1. Introduction

La réunion du GRC4-AOC a commencé par la présentation des participants et l'adoption de l'ordre du jour.

2. Activités des membres du groupe en lien avec les fonctions clés du GRC4-AOC

Les participants ont ensuite été invités à présenter les activités menées depuis la dernière réunion du GRC4-AOC, le 6 avril 2017, par leur organisation en lien avec les fonctions clés du groupe[3].

Le groupe accueille un nouveau membre, l'Institut de la Francophonie pour l'éducation et la formation (IFEF). L'IFEF a également proposé que l'Agence universitaire de la Francophonie (AUF) se joigne au GRC4-AOC. Le Secrétariat fournira les informations sur le processus d'adhésion au groupe.

La célébration de journées internationales au niveau régional étant inscrite au plan de travail 2016-2017 du groupe, les journées suivantes ont été proposées :

- 8 septembre (Journée internationale de l'alphabétisation)
- 21 septembre (Journée internationale de la paix)
- 5 octobre (Journée mondiale des enseignants)
- 1er décembre (Journée mondiale du SIDA)
- 3 décembre (Journée internationale des personnes handicapées)

D'autres événements organisés ou co-organisés par certains membres ont également été proposés comme possible activité conjointe du groupe :

- 12ème édition de la Conférence Internationale sur la langue et le développement, organisée par le British Council et ses partenaires dont l'UNESCO (du 28 au 30 novembre 2017, à Dakar, Sénégal)
- Réunion de haut niveau sur la lutte contre le mariage des enfants comme un obstacle majeur à l'éducation des filles, organisée par une coalition de 9 organisations des NU et ONG (23 au 25 octobre 2017, à Dakar)
- Lancement du Rapport mondial de suivi sur l'éducation 2017 qui pourrait être organisé par le groupe à l'échelle de l'Afrique de l'Ouest et du Centre, comme en 2016

Le Secrétariat fera circuler cette liste de journées internationales/événements pour demander aux membres leur intérêt à y être associés. Les journées/événements qui recueilleront le plus d'adhésion seront retenus.

3. Fonctions clés et portée du GRC4-AOC

3.1 Rappel des fonctions clés du groupe et discussions

Les fonctions clés du groupe, telles que décrites dans les Termes de référence du groupe, ont été rappelées:

1. Fournir un **espace régional de dialogue** à travers des réunions régulières
2. Faciliter l'**échange de connaissances, d'expériences, d'expertise et d'information**
3. Concevoir des **programmes régionaux conjoints** pour soutenir le développement de l'éducation nationale tenant compte de l'ODD4 et de ses cibles
4. Renforcer le **lien** entre les efforts, initiatives et discussions au **niveau mondial** et les processus, défis et réalités au **niveau des pays**
5. Assurer la **coordination et la mutualisation** avec d'autres mécanismes de coordination

[3] Voir les détails des activités en annexe 2

Les discussions qui ont suivi ont abordé les sujets suivants :

- Fonction 2 : la production de rapports annuels ou biannuels et de recommandations sur la mise en œuvre de l'ODD4 dans la région initialement prévue dans le plan de travail 2016-2017 du groupe a été reprise par l'équipe de travail sur le Renforcement des systèmes éducatifs. L'Institut de Statistique de l'UNESCO (ISU) a accepté d'y travailler mais, en raison de ses ressources humaines et financières limitées, il est demandé aux membres d'envisager de contribuer à la préparation de ce rapport. D'autres acteurs tels que le groupe de travail de l'ADEA sur la gestion des politiques, qui faisait un rapport tous les deux ans, ainsi que l'IPED pourraient être considérés. La CONFEMEN a annoncé avoir initié l'élaboration d'un outil de collecte d'informations pour jauger la mise en œuvre de l'ODD4 au sein de ses Etats membres et qui pourra servir au groupe.
- Fonction 4 : les informations sur les réalisations du groupe et des équipes de travail sont déjà régulièrement diffusées par le Secrétariat au mécanisme de coordination mondial (Comité directeur de l'ODD–Éducation 2030) dont certains membres sont dans la liste de diffusion électronique du groupe. Le GRC4-AOC peut donc émettre des propositions et recommandations au niveau de la coordination mondiale.
- Alors que les pays sont les principaux acteurs de la mise en œuvre de l'agenda 0DD4-Education 2030, leur implication dans ce mécanisme de coordination n'est pas reflétée clairement dans les fonctions clés du groupe. Cependant, il est établi que les activités du groupe et des équipes de travail doivent s'articuler autour de 3 modalités de travail dont l'appui pays. Les réflexions doivent donc se poursuivre pour s'assurer que le groupe joue effectivement ce rôle d'appui aux pays.
- Des organismes régionaux tels que la CEDEAO et l'UEMOA pourraient être impliqués dans le groupe à travers leurs représentations nationales basées au Sénégal.

3.2. Echanges et décision sur l'extension du GRC4-AOC à l'Afrique de l'Est et australe

3.2.1. Contexte et présentation des résultats de l'analyse faite par l'équipe de pilotage

- L'extension du groupe actuel à l'Afrique de l'Est et australe a été demandée par certaines organisations active à l'Est de l'Afrique et liées à l'Union africaine (UA)à travers le mécanisme de coordination régionale entre les Nations Unies et l'UA (RCM) [4].
- Considérant la nécessité de garantir l'opérationnalité, l'efficacité et l'efficience du groupe, FAWE, UNICEF et l'UNESCO ont proposé un document de réflexion[5] qui analyse de manière non exhaustive les avantages et inconvénients de l'extension pour les aspects suivants : la gouvernance, la coordination interne et externe, le financement, la logistique et l'organisation, l'engagement et la motivation des membres, les équipes de travail. L'analyse inclut une proposition de schéma intermédiaire qui comprendrait une entité de coordination pour l'AOC et une autre pour l'Afrique de l'Est et australe (AEA). Ces deux entités seraient placées sous la coordination d'une équipe de pilotage qui assurerait le lien avec l'UA et avec le mécanisme de coordination mondial.

3.2.2. Discussions

Considérations d'ordre général

- Bien que faisant partie du continent africain, l'Afrique du Nord, selon le découpage des NU, fait partie de la région Moyen-Orient et Etats arabes.
- Le GRC4-AOC a été créé sous les auspices du Groupe des Nations Unies pour le Développement (R/GNUD), ce qui devra être revu si l'extension est envisagée.

[4] Le Mécanisme de Coordination Régionale (RCM) des organismes des Nations Unies opérant en Afrique est un mécanisme qui vise à améliorer la cohérence du système des Nations Unies, la coordination, la coopération aux niveaux régional et sous-régional pour être « unis dans l'action » en appui à l'Union Africaine (UA) et son programme NEPAD.

[5] Voir annexe

- La première étape dans la réflexion est de déterminer si une réelle extension est envisagée ou plutôt le développement des deux entités en AOC et en AEA, en sachant que l'entité n'existe pas encore en AEA.
- Une approbation ministérielle sera-t-elle requise pour que le mécanisme de l'Afrique de l'Est et australe rejoigne celui de l'AOC ?
- Dans le cas du schéma proposé avec deux entités régionales, celles-ci devraient viser des objectifs et un agenda communs. Les stratégies peuvent cependant différer car les contextes sont différents. Le partage de bonnes pratiques et d'expériences en plénière permettrait à chacune de s'enrichir.

Interaction avec les Communautés Economiques Régionales (CER) et autres mécanismes

- L'articulation entre les agendas des organisations internationales membres devra être assurée, sous le chapeau mondial des ODD, tout en veillant au bon fonctionnement des groupes régionaux.
- Les liens entre le groupe élargi et le Mécanisme de Coordination régionale Afrique UA/NU qui comprend un groupe thématique sur l'éducation devront être définis, dont les modalités de travail avec les clusters qui appuient la Stratégie Continentale de l'Education pour l'Afrique (CESA 16-25) dans le cadre du RCM et ceux qui visent à l'atteinte des cibles de l'ODD4.
- Le rôle et l'appui des mécanismes par rapport aux CER (CEDEAO, SADC, CEMAC) devrait être précisé avant d'envisager une extension et de converger vers l'UA. Il est important de considérer dans ce sens que certaines CER comme la CEDEAO fonctionnent très bien, ce qui n'est pas le cas pour toutes les autres, et que les NU et la société civile ne travaillent pas encore étroitement avec les CER.
- La proposition de mécanisme élargi devrait clairement mentionner la valeur ajoutée en comparaison avec les dispositifs existants et les autres mécanismes en Afrique.

Autres difficultés

- Quelques autres difficultés ont été mentionnées : ralentissement de la mise en œuvre des activités du groupe actuel pendant la phase de re-conception du mécanisme, éventuelle réticence des acteurs dans la région AEA, différence de problématiques de développement et de langue prédominante dans les deux régions (français en AOC et anglais dans la partie est et australe), organisation de réunions conjointes entre les deux entités vu les défis linguistiques, logistiques, etc. identifiés dans l'analyse, financement du groupe élargi.

3.2.3. Positionnement des membres

- Malgré les inconvénients évoqués, les membres n'ont pas formulé d'objection claire à l'extension du groupe/au développement de deux entités sous une coordination commune.
- Plusieurs membres (CONFEMEN, CAMES, CODESRIA, Save the Children par mail, …) ont accepté le principe de deux entités, en AOC et AEA, avec les mêmes fonctions clés mais des modes de fonctionnements autonomes, sous une coordination commune qui assurerait le lien entre ces deux entités et avec l'UA, et avec un partage d'information et d'expériences au cours de sessions plénières.
- Les membres de l'équipe de travail sur l'Egalité des Genres et Education inclusive ont réfléchi sur les avantages et inconvénients de cette extension en préparation de cette réunion. Ils ont suggéré que les équipes de travail gardent la possibilité de travailler à un niveau sous-régional en cas d'extension ou d'avoir deux mécanismes sous-régionaux (AOC et AEA) avec une structure qui ferait le lien entre les deux entités et avec l'UA.
- L'UNICEF recommande fortement l'extension du groupe. En se focalisant sur cette vision d'appuyer l'ODD4 de façon continentale, les difficultés citées ne devraient pas être vues comme des obstacles. Un argument avancé dans ce sens est que les équipes de travail œuvrent déjà sur des éléments valables à l'échelle du continent.

3.2.4. Décision

Le schéma proposé avec deux entités en AOC et en AEA sous une coordination commune semble être une situation idéale. En attendant d'avoir une entité répondante en AEA, **le GRC4-AOC et ses équipes de travail continueront de fonctionner tel qu'actuellement**.

4. Equipes de travail

Les 7 équipes de travail du GRC4-AOC sont en lien avec des groupes thématiques de l'UA[6]. Il est envisagé que les groupes de l'UA pour lesquels le chef de file n'est pas encore déterminé vont fusionner avec les équipes de travail du GRC4-AOC. C'est le cas du groupe sur l'EFTP pour lequel la BAD a accepté le rôle de chef de file.

La réunion a passé en revue les activités récentes des 3 équipes de travail qui sont opérationnelles (Renforcement des système éducatifs, TALENT, Egalité des genres et éducation inclusive) et le niveau d'avancement de la mise en place des autres équipes de travail (Enseignement supérieur, EFTP, Education de la Petite Enfance, Education à la Paix).

4.1 Présentations des dernières activités des équipes actives

Renforcement des systèmes éducatifs
Chef de file : UNESCO, co-chef de file : UNICEF WCARO
Membres : ISU, Pôle de Dakar-IIPE, PME, UNHCR, FAWE, ADEA à travers le groupe de travail sur la gestion de l'éducation et les politiques éducatives, BAD

- Développement d'outils :
  - Le guide développé pour accompagner les pays dans l'intégration de l'ODD4-Education 2030 dans les plans sectoriels a été affiné au cours d'un premier atelier organisé au Mali en mars. Il continuera à être testé mi-juillet au Mali, durant le dialogue avec les parties prenantes autour des résultats de l'analyse du secteur de l'éducation en lien avec les réponses que l'ODD4-ED2030 peut proposer, ainsi qu'à d'autres endroits.
  - Le manuel sur la planification de l'ODD4 avance progressivement. Certains modules seront présentés lors d'un atelier sur l'intégration de l'ODD4 dans la planification sectorielle qui aura lieu fin juillet en Malaisie, avec la participation de 16 pays de l'Asie et du Pacifique, ainsi que la Gambie.
  - Le guide sur les principaux indicateurs d'analyse des relations éducation/formation/emploi lié aux objectifs 4.3 et 4.4 a été finalisé (IIPE-Pôle de Dakar).

Gestion des connaissances:
- Pour chaque pays de l'AOC, des informations sur les chefs de file des groupes locaux de l'éducation, les agents partenaires du PME, et les périodes des revues sectorielles, ainsi que les actions déjà menées et les prochaines étapes de l'intégration de l'ODD4 dans la planification sectorielle ont été collectées. Ces informations permettront aux membres d'inscrire leurs interventions dans le cadre des processus déjà en cours au niveau des pays. Elles seront disponibles dans l'espace membre de la plateforme, avec la possibilité offerte à chaque membre de les mettre à jour. Un calendrier pourrait être proposé pour saisir les dates des revues sectorielles conjointes.
- Le webinaire organisé avec le PME sur la mise en œuvre nationale de l'ODD4-Education 2030 initialement prévu en juin a été reporté.

[6] Voir la liste des équipes de travail du GRC4 en lien avec les groupes thématiques de l'UA en annexe 4

- Appui pays : l'expérience du Mali qui bénéficie actuellement d'un appui en matière d'intégration de l'ODD4 pourra ensuite généralisée à d'autres pays.

Enseignement et Apprentissage : Réseau des Educateurs pour la Transformation (TALENT)
Chef de file : UNESCO
Membres : UNICEF, CONFEMEN, ANCEFA, REESAO et ADEA (en particulier groupe de qualité inter-pays sur enseignement et apprentissage et le programme NALA)

- Au cours des 6 derniers mois, les avancées suivantes ont été réalisées :
  - Suite à la demande des Etats membres de revoir les normes professionnelles des enseignants en Afrique de l'Ouest et du centre afin de mettre en place une passerelle des enseignants entre le formel et le non formel, un atelier de validation technique de ces normes révisées sera organisé fin juillet à Yaoundé. La validation politique aura lieu en octobre pour ce qui concerne la CEDEAO. Le calendrier n'est pas encore fixé pour la partie Afrique centrale.
  - Conception d'activités qui doivent permettre d'organiser, d'ici fin 2017, un atelier régional pour une compréhension commune de ce qu'est un système d'évaluation et apprentissage performant et guider les ministères dans l'enseignement et apprentissage. Un guide a été lancé mi-juin sur ces questions.
  - Revue documentaire sur l'impact des évaluations des apprentissages : un cabinet international qui a déjà fait ce type de travail a été identifié. Une enquête est en cours et un document de politique du groupe de coordination devrait être disponible d'ici la fin de l'année.
  - Elargissement du partenariat autour de l'enseignement-apprentissage dans le cadre de la Triennale de l'ADEA. Des liens sont en cours de renforcement avec le NEQMAP (réseau en Asie) duquel l'équipe aura beaucoup à apprendre. Des échanges sont également en cours avec ACER, un cabinet australien qui travaille sur la mesure de l'apprentissage dans le cadre de l'ODD4.
- Au cours des prochains 6 mois : il est prévu de finaliser les normes professionnelles, la réflexion sur les systèmes d'évaluation des apprentissages et renforcer les réseaux pour acquérir plus de savoir et partager les réalisations de l'équipe.
- Le PASEC a réalisé une évaluation qui pourrait être capitalisée. Une collecte d'infos sur les résultats de l'impact du PASEC 2014 dans les politiques éducatives est prévue dans 10 pays évalués et qui pourront également être pris en compte par TALENT.

Egalité des genres et éducation inclusive
Co-chefs de file: Save the Children, FAWE et Handicap International
Membres actifs: UNICEF, UNESCO, UNHCR, FAWE, ANCEFA, ADEA, Plan International, Handicap International

- Le contenu de la note de politique sur l'éducation des filles en AOC est finalisé et son lancement officiel est en préparation.
- Une cartographie des acteurs de l'éducation inclusive en AOC est en cours. Les membres qui n'ont pas rempli le document envoyé à cet effet sont priés de le compléter.
- Une session sur les indicateurs a eu lieu avec l'ISU.
- L'équipe a tenu sa dernière réunion le 3 juillet pour discuter de l'extension possible du GRC4-AOC et apporter des éléments de réflexion.

4.2 Niveau d'avancement des autres équipes de travail

Enseignement supérieur
Chef de file : CAMES

- Les TDR ont été rédigés et partagés.

- L'équipe de travail prévoit la mise en place de groupes thématiques constitués d'experts et d'un comité d'orientation tenant compte de la représentation régionale (19 pays).
- Méthodologie : réunions présentielles au moins une fois par an, stratégie de mobilisation s'appuyant sur les partenaires du CAMES (UEMOA, …), suivi des activités par le comité d'orientation présidé par le Secrétaire Général du CAMES qui suivra les groupes thématiques.
- En termes d'outils, le CAMES, dans son rôle de conseil, a déjà mis en place beaucoup d'outils et d'autres pourront être élaborés comme des référentiels d'évaluation et des programmes de recherche. Des référentiels sont déjà en cours d'actualisation en tenant compte de l'évolution du contexte régional de l'enseignant supérieur (gouvernance, développement durable, RSE, économie de la connaissance, …). La synthèse des ateliers de formation à l'assurance qualité organisés par le CAMES depuis 2007 est en cours d'élaboration. Le guide méthodologique pour la mise en place de cellules institutionnelles d'AQ et un guide méthodologique pour la mise en place d'agences nationales d'AQ sont en cours d'édition. Le CAMES a mis en place une plateforme avec des modules de formation à l'attention des responsables des institutions d'enseignement supérieur et de recherche.
- Le CODESRIA a manifesté son intérêt à participer à cette équipe de travail.
- L'équipe de travail devrait également réfléchir à comment appuyer la mise en œuvre de l'ODD4 dans le domaine de l'enseignement supérieur au niveau des pays

Enseignement et formation techniques et professionnels

- La BAD qui a beaucoup investi dans l'enseignement supérieur et la formation professionnelle a accepté la proposition d'être le facilitateur de cette équipe de travail.
- 1er objectif : identifier les principaux partenaires qui interviennent dans le domaine, finaliser et partager les TDR et mettre en place une équipe au niveau de la BAD pour faire avancer cette équipe de travail. Les co-facilitateurs et membres de cette équipe devront être identifiés par la BAD.
- La plateforme PEFOP du Pôle de Dakar-IIPE pourrait jouer un rôle actif dans cette équipe de travail et les liens avec l'UA devront être déterminés.
- Le guide sur les liens éducation/formation/emploi de l'équipe de travail sur le renforcement des systèmes éducatifs pourrait être repris par cette équipe de travail et partagé avec ces membres pour favoriser son utilisation par les pays.

Education de la petite enfance

Chef de file : UNICEF

- La personne responsable de cette équipe au sein de l'UNICEF étant absente, les TDR seront présentés ultérieurement.
- La portée de l'équipe de travail a été élargie à « Education et développement de la petite enfance », en lien avec la cible 4.2 et conformément l'approche multisectorielle adoptée par l'UNICEF.

Education à la paix, à la citoyenneté et au développement durable

- Lors de la réunion de l'équipe de pilotage du 18 mai, l'UNICEF s'était engagé à consulter l'ADEA pour identifier de potentielles synergies avec le Pôle de Qualité Inter-Pays sur l'éducation pour la paix. Cette consultation est reportée en raison de changements en cours dans le modèle de fonctionnement de l'ADEA dont un nouveau plan de travail en préparation.

Education en situation d'urgence (ESU - EiE working group)

- Lors de la dernière réunion du groupe plénier, la possibilité d'intégrer le groupe de travail sur l'ESU au GRC4-AOC en tant qu'équipe de travail avait été évoquée bien que cette thématique ne soit pas retenue en tant que telle parmi les 7 équipes de travail. Save the Children s'était proposé de consulter ce groupe de travail.

- L'UNICEF qui en assure la co-facilitation avec Plan International n'est pas favorable à un éventuel rattachement de ce groupe qui est autonome avec son propre mécanisme de fonctionnement régional et son système de rapportage.
- Comme la thématique pourrait être prise en compte dans les équipes de travail du GRC4-AOC, une collaboration étroite est souhaitée pour éviter les duplications. Les représentants du groupe seront donc invités à participer à la prochaine réunion du groupe plénier pour réfléchir concrètement aux modalités de collaboration dans l'objectif de mettre en place une passerelle de communication et de partage mutuel d'information entre le groupe de travail sur l'ESU et le GRC4-AOC.

5. Plateforme web et communication

5.1 Compte-rendu des avancées et présentation de la nouvelle plateforme

- La plateforme Education 2030 en Afrique, développée par le Secrétariat en collaboration avec l'UNICEF et en particulier la CONFEMEN, est accessible en ligne depuis le 5 juillet (http://www.education2030-africa.org). Il a été rappelé que cet espace appartient à tous les membres et qu'il constitue une très bonne occasion d'améliorer la visibilité des actions de chacun. Toute suggestion et toute proposition de contenus sont les bienvenus.
- La plateforme contient deux espaces privés qui sont encore en développement pour lesquels un login sera attribué à chaque membre :
  - Un espace membre accessible qui contient les contacts des membres, des documents internes, un calendrier des activités du groupe et des équipes de travail, un tableau contenant des informations pays (agence chef de file du GLE, revues sectorielles conjointes, agents partenaires du PME, etc.)
  - Un espace permettant à chaque équipe de travail de partager des publications, rapports et autres matériels et supports avec les membres de l'équipe.
- La plateforme contient également des publications répondant aux trois critères définis : (i) contenu déjà publié sur le site du membre du groupe ou d'une autre organisation, ou un site web reconnu dans le domaine de l'éducation, (ii) contenu lié à l'ODD4 et aux cibles liées à l'éducation d'autres ODD, (iii) contenu pertinent pour la région de l'Afrique de l'Ouest et du Centre. Les critères de recherche seront améliorés, notamment la recherche par thèmes.
- En guise d'informations sur les pays de l'AOC, il est proposé d'établir des liens vers des profils pays développés par les organisations membres plutôt que de concevoir de nouveaux profils. La CONFEMEN fait des recherches en ce sens.
- Le Secrétariat suggérera quelques améliorations au modèle de bannière créé par FAWE pour le site pour et proposera ensuite les deux versions au choix des membres.
- Une adresse générique (info@education2030-africa.org) sera créée et diffusée sur la plateforme comme adresse de contact.
- Le compte Twitter @Education2030UN sera ajouté sur la page d'accueil.
- Les langues de la plateforme sont le français et l'anglais. D'autres langues telles que le portugais ne pourront être envisagées que moyennant les ressources nécessaires pour assurer les traductions.

*5.2 **Contribution attendues des membres** au fonctionnement et à l'alimentation du site et des espaces privés (équipes de travail et groupe plénier)*

- Les interventions des membres **en lien avec l'ODD4-ED2030** seront mises en valeurs sur la plateforme à travers les éléments suivants à fournir au Secrétariat (un mail sera envoyé dans ce sens) :
  - Brève présentation du membre et son logo (avec charte graphique au besoin), en français et en anglais
  - Slider (page d'accueil): image et lien vers une activité/un programme du membre en lien avec ODD4-ED2030, en français et en anglais

    - Propositions de publications, de liens utiles, d'articles
    - Annonces (événements, formations, offres d'emploi…)
    - Informations sur les pays (liens vers des profils pays)
    - Facilitateurs des équipes de travail:
        - logo/icône pour représenter l'équipe
        - gestion et alimentation de l'espace privé
        - calendrier des activités des équipes de travail
- Le CAMES a informé que son chargé de communication pourra fournir les informations relatives au CAMES pour alimenter la plateforme. Une requête devra être adressée au Secrétaire Général pour solliciter un éventuel appui pour le reste.
- La CONFEMEN a déjà mis à disposition son web master qui pourra continuer à appuyer ponctuellement.

5.3 Lancement/promotion du site par les organisations membres :

- Juillet-août 2017 : les membres envoient leurs commentaires sur la plateforme au Secrétariat
- Septembre 2017 : le Secrétariat enverra un mail aux membres avec des propositions concrètes pour promouvoir activement la plateforme.
- Les membres seront incités à utiliser la plateforme à travers notamment des notifications sur les mises à jour

5.4 Logo du GRC4-AOC et brochure de présentation

- FAWE a proposé un modèle de logo du GRC4-AOC qui fera également l'objet de discussions ultérieures.
- Le Secrétariat proposera une mise à jour du contenu de la brochure de présentation du GRC4-AOC élaborée dans le cadre de l'événement parallèle organisé en marge de la Triennale de l'ADEA (mars 2017). Comme suggéré lors de la précédente réunion, les logos des organisations membres pourront y être ajoutés et le design sera amélioré tout en gardant un format simple. Ceci requiert les compétences d'un graphiste dont ne disposent pas certains membres tels que l'UNESCO et l'UNICEF.

6. Contribution des organisations membres au fonctionnement du groupe

- Au-delà des contributions des membres à la gestion de la plateforme, le budget général du fonctionnement du groupe devra être déterminé pour que chaque membre puisse se positionner en termes d'appui. Comme cela avait été soulevé lors de la dernière réunion de l'équipe de pilotage, outre le budget, il est également nécessaire de déterminer les procédures de gestion des fonds qui devront être approuvées par les membres en fonction de leurs procédures internes.
- Plusieurs membres ont abondé dans ce sens :
    - La CONFEMEN, par exemple, est soumise à des considérations statutaires avec des budgets votés par les Ministres. Un budget du plan d'action du GRC4 devra être déterminé pour que chaque membre puisse voir ce qu'il va prendre en charge.
    - Pour le CODESRIA, le budget accompagné d'une petite note explicative devrait être soumis pour fin septembre au plus tard (le vote des budgets a lieu fin octobre).
    - Le REESAO a également besoin du budget de fonctionnement pour l'intégrer dans la programmation. Le REESAO y réfléchit et est en train de voir comment faire pour rendre sa participation plus effective.
- Les dépenses liées à la participation des membres aux activités du groupe pourront être considérées dans le calcul du budget de fonctionnement.
- Le Secrétariat se charge de préparer une estimation des dépenses de fonctionnement et la partager avec les membres pour qu'ils se prononcent.

7. Divers

La prochaine réunion est fixée au 10 octobre dans la matinée. Les membres qui souhaitent accueillir la réunion peuvent déjà se manifester auprès du Secrétariat.

8. Plan d'action

- Envisager une contribution à la production de rapports annuels ou biannuels et de recommandations sur la mise en œuvre de l'ODD4 dans la région (tous)
- Fournir les informations sur le processus d'adhésion au groupe à IFEF (Secrétariat)
- Faire circuler la liste des journées internationales/événements retenus aux membres pour recueillir leur intérêt (Secrétariat)
- Poursuivre les réflexions pour assurer que le groupe assure effectivement son rôle d'appui aux pays (tous)
- Partager les informations sur les activités de TT Systems avec les membres de l'équipe (UNESCO)
- Finaliser et partager les TDR de l'équipe de travail sur l'EFTP (BAD)
- Partager les TDR sur l'Education et le développement de la petite enfance (UNICEF)
- Inviter un représentant du groupe de travail sur EIE à la prochaine réunion du groupe plénier (Secrétariat)
- Emettre des suggestions et commentaires sur la plateforme (juillet-août) (tous)
- Fournir les éléments suivants au Secrétariat (un mail sera envoyé dans ce sens) (tous) :
    - Brève présentation du membre et son logo (charte graphique au besoin), en français et en anglais
    - Slider (page d'accueil): image et lien vers une activité/un programme du membre en lien avec ODD4-ED2030, en français et en anglais
    - Propositions de publications, de liens utiles, d'articles
    - Annonces (événements, formations, offres d'emploi…)
    - Informations sur les pays (liens vers des profils pays)
    - Facilitateurs des équipes de travail:
        - logo/icône pour représenter l'équipe
        - gestion et alimentation de l'espace privé
        - calendrier des activités des équipes de travail
        - Envoyer un mail aux membres avec des propositions concrètes pour promouvoir activement la plateforme (septembre 2017) (Secrétariat)
- Développer un système de notification de mises à jour pour inciter les membres à utiliser la plateforme (Secrétariat)
- Revoir la bannière proposée par FAWE et proposer deux options aux membres (FAWE-Secrétariat)
- Discuter et revoir le logo proposé par FAWE (FAWE - Secrétariat)
- Mettre à jour le contenu de la brochure de présentation du GRC4-AOC (Secrétariat)
- Réalisation graphique de la brochure (responsable à déterminer)
- Estimer les dépenses de fonctionnement et la partager avec les membres pour qu'ils se prononcent (Secrétariat)
- Proposer des procédures de gestion des fonds pour accord par les membres

ANNEXES

Annexe 1 : Liste des participants

		NOM, Prénom	Titre	Organisation	Contact
MEMBRES DU GROUPE ET DES EQUIPES DE TRAVAIL					
1	Mme	ANNE Houraye M.	Coordinatrice de programme	FAWE	HMamadou-Anne@fawe.org
2	Mme	BA DIALLO Fatimata	Conseillère technique	CONFEMEN	bfatima@confemen.org
3	Mme	BOURKANE Loubna	Senior Development Economist	Banque Africaine de Développement	L.BOURKANE@AFDB.ORG
4	M.	CHANG Gwang-Chol	Directeur ad interim	UNESCO Dakar	gc.chang@unesco.org
5	Mme	COLLIN Catherine	Coordinatrice de programme Education	UNESCO Dakar	c.collin@unesco.org
6	M.	DIAOUNE Amadou	Coordonnateur des syndicats sénégalais membres de l'Internationale de l'Education	Internationale de l'éducation Région Afrique (IERAF)	amadou_diaoune@yahoo.fr
7	Mme	LACASSE Anne-Marie	Conseillère technique	CONFEMEN	amlacasse@confemen.org
8	M.	NDIAYE Sossé	Enseignant/Chercheur à l'UCAD	REESAO	sosse.ndiaye@ucad.edu.sn
9	Mme	NDIAYE Marie	Membership Officer	CODESRIA	marie.ndiaye@codesria.sn
10	Mme	NEYESTANI-HAILU Lily	Education Specialist	UNESCO Dakar	l.hailu@unesco.org
11	M.	REUGE Nicolas	Conseiller regional éducation	UNICEF WCARO	nreuge@unicef.com
12	M.	SARR Mamadou	Comité de Pilotage PSDC	CAMES	mamadou2.sarr@ucad.edu.sn
13	M.	TANAWA Emile	Directeur	Institut de la Francophonie pour l'Education et la Formation (IFEF)	emile.tanawa@francophonie.org
AUTRES PARTICIPANTS					
1	Mme	BARONE Victoria	Stagiaire	UNESCO Dakar	vescott@gwmail.gwu.edu
2	Mme	HOULMANN Laetitia	Education Consultant	UNESCO Dakar	l.houlmann@unesco.org

Annexe 2 : Liste des activités des organisations membres depuis la dernière réunion en relation avec l'ODD4-Education 2030

CODESRIA :

Au cours des trois derniers 3 mois, un programme sur l'enseignement supérieur qui a pour objectif de renforcer les universités à travers les écoles doctorales a été opérationnalisé. Des financements sont mis en place pour l'organisation de séminaires, d'échanges d'étudiants et d'enseignants entre universités africaines. Des chercheurs de la diaspora ont été associés à ce dispositif et ont accepté de venir enseigner pendant leurs vacances.

CONFEMEN :

Tout le travail de la CONFEMEN est centré sur l'éducation et donc en alignement avec l'agenda mondial de l'éducation. Les actions suivantes ont été menées :

- Des rencontres statutaires ont eu lieu en préparation de la 58ème session ministérielle qui se tiendra en 2018 au Canada Nouveau-Brunswick.
- L'adoption d'une Charte de la gouvernance des systèmes éducatifs par les Ministres de la CONFEMEN est programmée à la prochaine session ministérielle.
- Un document d'orientation et de réflexion (DRO) sur le thème de la prochaine session ministérielle sur le développement de la petite enfance et l'éducation préscolaire sera produit.
- Une réunion internationale sur le financement de l'éducation est en cours de préparation en collaboration avec l'IFEF. Cette réunion pourrait intéresser le groupe.
- Préparation d'une réunion-débat sur le thème de la prochaine ministérielle pour début 2018 en cours.
- Le PASEC, programme d'analyse des systèmes éducatifs de la CONFEMEN, vient de terminer la restitution des rapports nationaux de l'évaluation groupée PASEC 2014 et prépare la prochaine évaluation groupée PASEC2019.
- Le Programme pilote de l'Observatoire de la Qualité de l'éducation est en cours de mise en œuvre.

Institut de la Francophonie pour l'Education et la Formation (IFEF) :

L'IFEF est la branche opérationnelle de l'OIF pour l'éducation qui a compétence sur l'ensemble des pays de la francophonie, les accompagne dans la conception, la mise en œuvre de leurs outils d'évaluation. L'IFEF est en cours d'installation à Dakar, avec la présence effective de l'équipe prévue pour le 15 août.

L'IFEF mène quatre grands programmes pour lesquels il souhaite collaborer avec d'autres organisations : (1) initiative de formation à distance des maîtres (IFADEM) déployée dans 15 pays avec une extension au secondaire, (2) formation et insertion professionnelle des jeunes, (3) appui aux innovations et réformes éducatives, (4) école des langues nationales avec 12 pays.

CAMES :

Le CAMES qui regroupe 19 pays d'AOC et de l'Océan indien met en œuvre 7 programmes statutaires.

Le CAMES s'est proposé comme facilitateur de l'équipe de travail sur l'enseignement supérieur en s'appuyant sur différents partenaires.

REESAO :

Le REESAO est une organisation qui regroupe les établissements d'enseignement supérieur publics et privés de l'UEMOA à l'exception de la Guinée-Bissau. Il est dirigé par la Conférence des recteurs.

En dehors de la Conférence des recteurs, un comité des experts réfléchit actuellement notamment au niveau des sciences et technologies sur l'harmonisation des cycles. Cette harmonisation est achevée pour le premier cycle de l'enseignement supérieur.

Internationale de l'Education Région Afrique (IERAF) :

L'IERAF regroupe l'essentiel des syndicats d'enseignants en Afrique.

Au-delà de la défense de la profession enseignante, la question de l'éducation dans son ensemble intéresse l'IERAF au plus haut point. Depuis 2016, l'IERAF organise des ateliers régionaux sur les enjeux de l'ODD4.

BAD :

La BAD intervient en tant que bailleurs de fonds pour des programmes mis en œuvre par les pays eux-mêmes avec un accent sur la formation professionnelle, l'enseignement supérieur et l'emploi des jeunes. La BAD met en œuvre quelques programmes régionaux.

UNICEF WCARO:

L'UNICEF travaille sur de nombreux aspects en matière d'éducation, notamment la qualité, l'équité, l'égalité, etc. L'UNICEF mène cette année une réflexion stratégique dans le cadre de la préparation du plan de gestion 2018-2022 avec un centrage des priorités régionales sur l'équité notamment.

UNESCO Dakar :

L'ODD4 est intégré dans toutes les interventions de l'UNESCO en matière d'éducation qui sont intégrées dans 5 domaines thématiques : (1) planification stratégique, (2) enseignement et apprentissage, (3) apprendre à vivre ensemble, (4) compétence pour la vie et le monde du travail, (5) éducation à la santé et au bien-être.

FAWE :

FAWE a mené les actions suivantes :

- Une déclaration conjointe a été développée avec les membres du DJIMAG sur la situation en Tanzanie où une loi interdit aux jeunes filles enceinte ou ayant accouché de rester à l'école ou d'y retourner.
- Contribution pour une meilleure allocation des ressources en faveur des filles sur la plateforme du PME qui fait le plaidoyer pour que les ressources allouées à l'éducation soient relevées à 20%.
- Préparation de l'Assemblée générale qui sera couplée avec une conférence internationale sur l'éducations des filles et les STEM (Lusaka en Zambie, les 23 et 24 août 2017). Durant cette conférence, plusieurs initiatives seront lancées, dont une campagne sur les enfants non scolarisés.
- Révision de modules de formation des enseignants sur la pédagogie sensible au genre.

Annexe 3 : Analyse en vue d'une prise de décision sur l'extension du groupe à toute l'Afrique subsaharienne

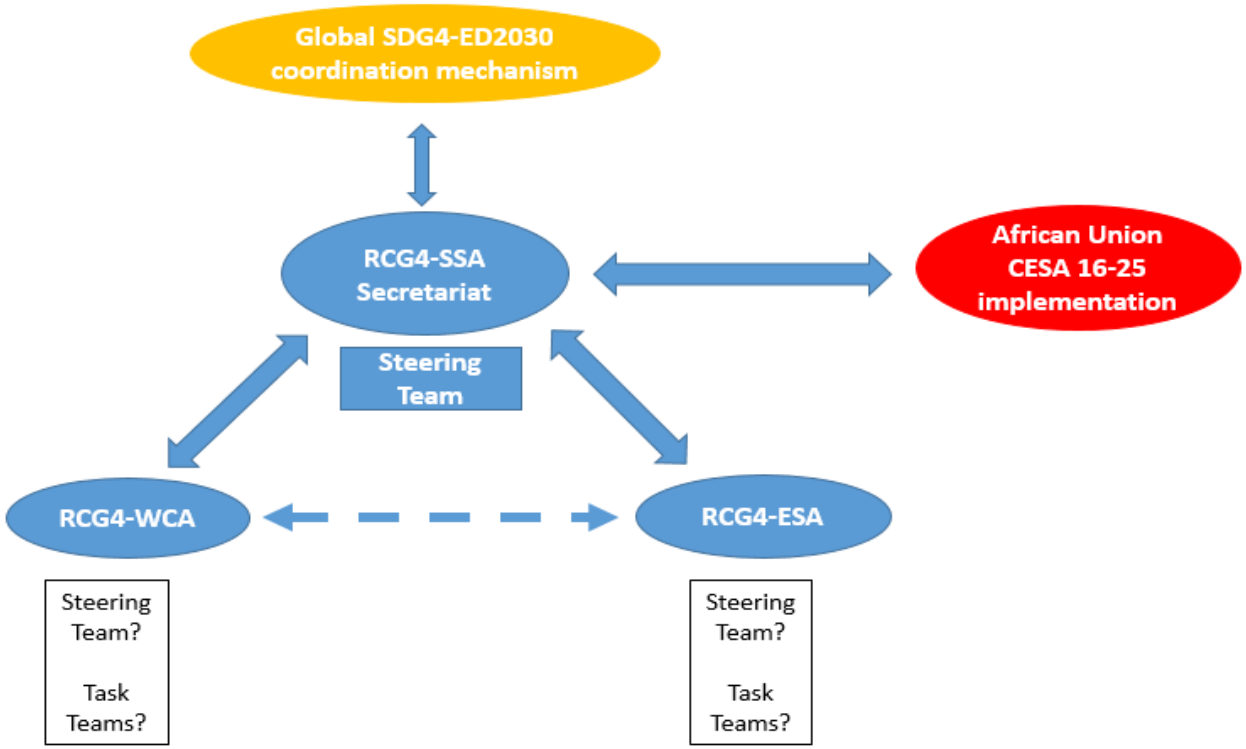
Questions à considérer et implications
Préparé par l'équipe de pilotage du GRC4-AOC (3.7.2017)

Catégories de questions	**+**	**-**	***Implications***	***Considérations supplémentaires et questions ouvertes***
Gouvernance		Ajout ou refondation complète (i.e. nouvelle sélection) des membres des différentes instances et des points focaux des organisations (plus haut niveau) avec potentielle disparition de membres fondateurs Résistance éventuelle des bureaux régionaux des institutions qui en disposent Cela prend du temps pour atteindre toutes les strates de décision	Revoir la composition et le rôle (y compris TdR) des instances : • Comité de pilotage • Groupe plénier • Différents GT Revoir les critères de sélection des membres des différentes instances Différents membres ayant différentes structurations, le groupe ne pourra être opérationnel de suite car certains membres auront besoin de se familiariser avec le contexte et les réalités des autres régions Plans de travail à refaire à tous les niveaux.	S'il n'y a pas de niveau intermédiaire, perte de lien avec le niveau national. Repenser les objectifs et fonctions clés du groupe : si on veut garder la même fonction (i.e. appui aux pays) il faut travailler avec le niveau régional ➔ Envisager un scénario intermédiaire avec plusieurs niveaux ? (voir plus bas)
Coordination (interne et externe)	<u>Horizontal</u> : Meilleure coordination avec AU et autres structures continentales (avantage surtout pour les	Risques de perte d'informations et de connaissances, etc.	Nécessité d'avoir aussi des mécanismes régionaux pour faire le	Quelle est la nature et le niveau des « effectifs » nécessaires pour le bon fonctionnement ?

Catégories de questions	+	-	*Implications*	*Considérations supplémentaires et questions ouvertes*
	organisations qui travaillent directement avec l'ADEA/l'UA) Vertical : un seul mécanisme de liaison avec le mécanisme de coordination mondial	Perte de réactivité	lien entre le continental et le national Arbitrage entre lourdeur (rayonnement continental) et structure légère (couverture réduite à moins de se reposer sur des relais disponibles dans les autres régions et/ou pays)	Pourrait ne favoriser que certains « grands » (SNU et ONGIs au détriment d'autres qui pourtant ont une forte présence dans certaines régions (géographiques et/ou linguistiques) spécifiques
Financement	Capacité de mobilisation accrue Accroissement des sources de financement possibles	Frais de fonctionnement a priori plus élevés Possibilité que la région AOC, pas favorite des bailleurs, souffre de la continuation du peu d'intérêt qu'elle suscite et soit noyée par la puissance de frappe de la région ESA	Trouver un équilibre entre les régions en en termes (i) d'attention et (ii) de capacité à diriger les fonds vers les régions défavorisée, notamment l'Afrique de l'Ouest et du Centre	Analyse coût bénéfice (coûts additionnels de l'expansion vs. valeur ajoutée inhérente) Dilemme entre (i) profiter des avantages d'une couverture continentale et (ii) prendre en compte les spécificités sous-régionales et assurer que chaque sous-région reste bien au premier plan (i.e. pas de risque pour l'AOC de passer au second plan face au puissantes dynamiques de l'Afrique de l'Est et Australe).
Logistique et organisation		Difficultés technologiques Décalage horaire Coût de fonctionnement (interprétation durant les réunions, traduction des documents)	Gestion de l'hétérogénéité linguistique Réunions à distance Vérifier la disponibilité et la fiabilité de la technologie nécessaire (hardware et réseau, interprétation simultanée dispo en réunions Skype ou vidéo-conférences)	

Catégories de questions	+	-	*Implications*	*Considérations supplémentaires et questions ouvertes*
Engagement et motivation des membres	Positif pour les membres qui ont déjà une couverture continentale L'élargissement pourrait faciliter le positionnement institutionnel de certaines organisations en faveur d'un engagement au sein du groupe	Réseaux et capital social peuvent faire défaut pour les membres qui ont une couverture géographique régionale Avantage comparatif de la proximité géographique des membres du groupe se perd (car les réunions présentielles sont un élément de motivation)	Pourrait conduire certains à revoir leur engagement Nécessité d'une plus grande implication de la hiérarchie pour motiver les membres	Les échanges présentiels apportent une motivation supplémentaire pour participer aux travaux communs et justifier l'existence du mécanisme et de ses groupes de travail. Dans quelle mesure cette « bonne volonté » et la motivation créée par les échanges face-à-face pourraient-elles résister à un élargissement géographique du mécanisme de coordination ? Quelles autres mesures pourraient-elles être prises pour compenser une insuffisance motivationnelle ?
Equipes de travail	Plusieurs équipes mènent déjà des activités à l'échelle continentale Nouvelle plateforme comme moyen d'échange et de partage d'informations Synergies avec les clusters thématique de l'UA	Difficulté accrue d'organiser des réunions présentielles		

Dans l'éventualité de la création d'un groupe de coordination pour Afrique de l'Est et australe, et pour répondre à certaines préoccupations soulevées dans le tableau, le schéma suivant pourrait être proposé :



Questions:

- Format des réunions présentielles? Possibilité d'organiser une grande réunion une fois par année avec l'Union Africaine et des réunions plus régulières dans les deux régions ?
- Création d'une équipe de pilotage unique pour tout le groupe ? existence d'un groupe plénier unique ?
- Représentation des organisations au sein de l'équipe de pilotage ? (entre celles qui seront présentes dans un seul groupe régional ou dans les deux)
- Où se positionnent les équipes de travail ? dédoubler les équipes ?
- Quels liens avec les clusters thématiques de l'Union Africaine ?
- Quels mécanismes d'échanges entre le GRC4-AOC et le GRC4-ESA?
- Comment prendre en compte dans la structure de gouvernance les différentes portées géographiques des organisations membres ?

Annexe 4 : Résumé des liens entre les équipes de travail du GRC4-AOC et les clusters thématiques de l'Union Africaine (6.7.2017)

RCG4 task teams in support to SDG4-ED2030 implementation		AU thematic clusters in support to CESA 16-25 implementation	
Task Teams	**Status**	**Thematic clusters**	**Status**
1. Education Systems' Strengthening	*Active* *Lead: UNESCO*	Education Planning	*Not yet launched* *Lead: Education Observatory*
2. Teaching and Learning (TALENT)	*Active* *Lead: UNESCO*	Teacher Development	*Active* *Lead: UNESCO-IICBA*
3. Gender Equality and inclusive Education	*Active* *Lead: Save the Children* *Co-leads: FAWE and Handicap International*	Women & Girls Education	*Active* *Lead: CIEFFA*
4. Early Childhood Education and Development	*Underway* *Lead: UNICEF*		
5. TVET and post-basic education	*Underway* *Lead: AfDB* *Coordination: NEPAD Agency (tbc)*	TVET	*Not yet launched* *Draft ToR circulated* *Lead: AfDB* *Coordination: NEPAD Agency (tbc)*
6.Higher Education	*Underway* *ToR circulated* *Lead: CAMES*	Higher Education	*Launched in June 2017* *Lead: AUC* *Coordination: Association of African Universities (AAU)*
7. Peace Education	*Not yet launched* *Potential leads: ADEA ICQN, IFEF*	Peace Education	*Not yet launched*